



Pour mieux se préparer

Géographe, Magali Reghezza-Zitt est maîtresse de conférence à l'ENS et spécialiste des risques naturels. Elle revient pour nous sur les notions d'adaptation et de résilience pour mieux les décrypter et cerner les enjeux que soulève leur mise en œuvre. Au cœur desquels se trouve la cohésion sociale et territoriale.

.....

Maison détruite par l'ouragan Katrina, à la Nouvelle-Orléans, en 2005.



Diagonal : En quoi, les notions de résilience et d'adaptation peuvent-elles constituer des outils pour répondre aux enjeux des risques climatiques ?

Magali Reghezza-Zitt : La résilience comme l'adaptation sont des concepts scientifiques qui servent à

décrire a posteriori un processus de reconstruction, de relèvement post-catastrophe et de transformations qui vont permettre à des systèmes, que ce soit des villes, des sociétés, des territoires ou des individus, de tirer les leçons de ce qui s'est passé pour réduire leur vulnérabilité.

La grosse difficulté est leur opérationnalisation. Ce sont des mots très vagues et très plastiques. Selon les personnes, les groupes d'acteurs ou les opérateurs qui les mettent en œuvre, ils prennent des significations différentes, parfois contradictoires.

La résilience comme l'adaptation ont cependant trois avantages pratiques pour les acteurs de terrain. D'abord, elles permettent d'adopter une perspective de long terme qui relégitime l'action face à des menaces incertaines, en particulier des menaces globales. La résilience comme l'adaptation ont pu servir à certains acteurs pour remettre à l'agenda politique le moyen et le long terme.

Risques climatiques

Autre point fort, la résilience et l'adaptation servent à revaloriser des pratiques anciennes efficaces, mais délaissées. Elles les réinscrivent dans un référentiel positif, beaucoup moins anxiogène. Elles peuvent aussi encourager des innovations techniques et sociales. Ce référentiel, plus fédérateur, va en tous cas replacer au centre du débat et de l'action publique des problèmes dont on ne voulait pas parler.

Enfin, la résilience et l'adaptation favorisent la transversalité entre les politiques publiques, et les échanges entre acteurs, y compris avec la sphère économique privée et les citoyens.

Dans le champ de l'action publique, ces termes peuvent sembler relever de l'effet de mode. Souvent, ils continuent à masquer l'inaction et des pratiques qui ne sont pas à la hauteur des enjeux. Mais, dans beaucoup de collectivités territoriales, ils ont fait avancer les choses. La résilience comme l'adaptation s'inventent finalement en se faisant. Se dire résilient oblige à faire évoluer ses pratiques. Cela contraint un certain nombre d'acteurs à changer de posture intellectuelle et à agir, et ça, c'est intéressant.

■ ■ Comment les risques climatiques sont-ils perçus aujourd'hui, et ceci en dépit des incertitudes ?

Aujourd'hui, la menace du changement climatique est connue. Cela ne veut pas dire pour autant

qu'elle est saisie dans toutes ses conséquences. En particulier, il y a une confusion assez fréquente entre le changement climatique global, qui va affecter toute la planète, ses conséquences locales, et le lien avec les risques, notamment les risques hydro-climatiques. Faire ce lien demeure très compliqué, y compris pour les scientifiques. Il est très difficile pour les individus de se figurer les risques induits par le changement climatique, car ils ne sont pas que naturels. Et il est difficile pour les élus des collectivités de se projeter dans un futur à vingt, trente ou quarante ans, alors même qu'il y a d'autres incertitudes. Les populations et les décideurs n'ont pas encore pris conscience de l'ampleur et de la diversité des conséquences du réchauffement global.

Les modifications entraînées par le changement climatique sont structurelles et vont affecter négativement la santé, l'emploi, l'accès à l'alimentation, à l'eau, et nos standards de vie en occident. Le lien avec l'augmentation des catastrophes est avéré, mais l'impact sur nos vies quotidiennes est beaucoup plus dur à imaginer. L'idée que ce changement nous concerne à titre personnel est difficile à admettre.

■ ■ Comment anticiper, prévenir et préparer les sociétés au changement dans un tel contexte ?

Je pense qu'il faut distinguer plusieurs choses. Certaines actions doivent être menées aujourd'hui au niveau



En plaine, quand la rivière sort de son lit, l'inondation peut durer assez longtemps.

national. Ce sont notamment les politiques d'atténuation. En France, on a la Stratégie nationale bas carbone, la SNBC. Mais les mesures prises ne vont pas dans le sens du respect des engagements. Un effort considérable sur l'atténuation doit être mené au niveau national et repris par les collectivités territoriales.

Dire qu'il y a atténuation, c'est dire que le changement est inéluctable, mais ce n'est pas la même chose de vivre à +2, +4 ou +6 °C. Parce que l'atténuation est indispensable mais ne suffit pas, des actions de moyen et de long terme doivent être envisagées sur la base d'une transformation profonde des sociétés : c'est "l'adaptation". Elle doit se faire à la fois par des ajustements ponctuels, en réaction à une crise ou en essayant de tirer les leçons

de ce qui s'est passé, puis par des transformations progressives que l'on va anticiper.

■ ■ Dans le champ de l'urbanisme, quelle forme cela peut-il prendre ?

Un chantier important concerne la rénovation thermique des bâtiments. Pour répondre aux besoins, il faut former des entrepreneurs, des techniciens. La rénovation du bâti pourrait aussi servir à retravailler un certain nombre de quartiers en termes d'urbanisme. Il y a des enjeux majeurs de renouvellement urbain. Certaines formes d'urbanisation, de lotissement, d'habitat, ne sont plus du tout adaptées

et il faudra les repenser. Cela coûte extrêmement cher pour des populations qui n'en ont pas forcément les moyens financiers. Tout ceci demande une réflexion sur la juste répartition des efforts avec une vision de l'aménagement du territoire qui dépasse l'échéance d'un mandat politique.

■ ■ Et sur le temps court, qu'est-ce que cela signifie ?

Sur le temps court, la seule solution est de se préparer à des chocs de plus en plus nombreux. Je pense par exemple aux inondations ou aux cyclones. Je songe également aux orages avec le ruissellement urbain, aux sécheresses bien sûr, aux étiages pour les fleuves, et aussi à ce que l'on appelle : "le retrait-gonflement des argiles" qui va créer de gros dommages sur les habitats. Sans oublier tous les risques sanitaires et économiques qui vont se développer avec le changement climatique.

■ ■ Sur quelles priorités s'appuyer pour préparer les territoires ?

La première façon d'anticiper est de préparer les systèmes à la gestion de crise. Cela veut dire aussi, en amont, conforter les systèmes d'alerte et de prévision et renforcer un certain nombre d'infrastructures de protection. Cela implique de préparer les



organisations, notamment les collectivités territoriales et les administrations, à faire face aux crises. À moyen terme, on peut anticiper les reconstructions pour intégrer les leçons du passé et, par exemple, ne pas reconstruire à l'identique. Ce travail demande des investissements lourds mais permet aussi de se préparer à des menaces qui ne sont pas encore identifiées.

À long terme, on dispose de diagnostics de plus en plus précis sur les impacts territoriaux du changement climatique, par exemple sur la remontée du niveau marin. Il va donc falloir aussi décliner les politiques d'adaptation en fonction de la diversité des territoires, parce qu'on sait que, dans un futur plus ou moins proche, certains territoires français ne seront plus habitables ou à des coûts prohibitifs. La question est de réfléchir à ce que l'on fera de ces territoires et des populations dans un horizon à vingt, trente ou quarante ans.

■ ■ **L'aménagement du territoire occupe donc une place maîtresse dans les processus de recomposition et d'adaptation. Quelles sont les principales pistes sur lesquelles il faudrait travailler selon vous ?**

Aujourd'hui, il y a un problème en France sur l'existant. D'où la nécessité d'une politique nationale d'aménagement du territoire, avec des orientations précises à moyen et à long terme. Cela ne peut se faire qu'au niveau national, parce qu'il faut une vision d'ensemble qui transcende les intérêts locaux. Ensuite, ces orientations seront adaptées selon les contextes, parce que tous les territoires ne peuvent pas aller à la même vitesse et avec les mêmes contraintes. Il y a par conséquent besoin d'un schéma national qui transcende la somme des intérêts particuliers avec une vision globale et des arbitrages. Ce portage-là au niveau national sur le changement climatique, sur les risques hydro-climatiques et sur les catastrophes naturelles plus largement, malgré l'arsenal juridique qui existe, malgré les mesures qui sont prises – parce qu'il y a des choses qui réussissent –, reste insuffisant au regard des enjeux futurs. Nous sommes très en retard par rapport à d'autres pays.

■ ■ **Vous pensez à des espaces en particulier ?**

Tout un ensemble de territoires vont connaître des modifications très importantes qui vont changer forcément les activités possibles et l'habitabilité. Il y a bien un Plan national d'adaptation, mais il n'est pas à la hauteur des enjeux. Il manque aussi un discours fort qui pose le diagnostic et trace des perspectives et des choix politiques clairs. Certains territoires seront habitables, mais avec des coûts très importants, pas forcément acceptés ou acceptables par la société. Prenons les grands ports français ou les stations balnéaires : que se passe-t-il avec la remontée du niveau marin ? Que se passe-t-il aussi sur la Camargue, les Flandres ou les marais maritimes français ? Et les stations de montagne qui vivent de la neige ? De même les forêts suscitent de grosses inquiétudes.

■ ■ **Derrière ces aléas, les inégalités sociales ne renforcent-elles pas la vulnérabilité de nos sociétés aux risques ?**

Toutes les études montrent que la réduction structurelle des inégalités sociales favorise la résilience aux chocs. Il y a une très forte corrélation entre les inégalités sociales de toutes natures et les questions environnementales. Ce n'est même plus une corrélation. C'est une causalité. Il suffit de regarder les catastrophes naturelles, comme Katrina en 2005, sur les 5 000 morts, vous avez une surreprésentation des catégories les plus pauvres, qu'elles soient noires ou blanches, d'ailleurs. Les plus fragiles dans la société sont davantage victimes des inégalités environnementales et des catastrophes. De plus, la résilience est beaucoup plus difficile pour les plus fragiles socialement, d'autant qu'ils se vulnérabilisent au fil des chocs. C'est ce que l'on voit aujourd'hui sur la Covid, vous avez un effet cumulatif des crises qui affaiblit les plus démunis. Dans le cas du changement climatique, les plus faibles sont les plus exposés, les plus vulnérables et les moins résilients.

■ ■ **Se pose alors la question de la cohésion sociale et territoriale face aux risques climatiques ?**

Les impacts du changement climatique sur le territoire national ne vont pas être répartis de façon homogène, tant au plan territorial que social. Ceux qui feront des efforts ne sont peut-être pas ceux qui en tireront des bénéfices. Il y a donc un enjeu de justice pour savoir qui est responsable, qui finance et qui tire bénéfice de ce qui a été mis en place. La question est : comment définit-on équitablement les gagnants et les perdants ? Aujourd'hui, le coût de la crise sanitaire est patent et nous voyons la grande fragilité de nos sociétés. Dans un univers qui serait bouleversé par un changement climatique à +4 ou +6 °C, la situation actuelle serait largement dépassée. Mais, il y a une réelle difficulté en France à faire accepter qu'il n'existe pas de remède miracle. Il faut cumuler un ensemble de mesures.

■ ■ **Quelle est votre crainte pour les années à venir ?**

C'est celle d'une accoutumance à ces catastrophes. On finit par se dire que les canicules ne sont pas si terribles que cela, parce qu'on sait y faire face, de même pour les inondations. On se contente de panser les plaies a posteriori plutôt que d'essayer de travailler en amont pour que la plaie n'arrive pas. À un moment, cela ne suffira plus, comme pour la Covid. Ce ne sont pas les alertes qui manquent, mais pour l'instant, elles sont inaudibles. ■

Propos recueillis par
Virginie BATHÉLLIER



Les vagues de chaleur et canicules vont se multiplier à l'avenir.